

Pourquoi il faut sortir du lobby nucléaire. (Pierre Eyben)

La situation actuelle.

Avec 56%, la Belgique est derrière la France (76%) mais loin devant tous les autres pays européens le pays qui a la part relative d'énergie électrique produite par le nucléaire la plus importante¹. La mise en service industrielle de réacteurs nucléaires en Belgique a débuté en 1975 (avec Doel 1). La dernière unité installée l'a été en 1985 (Tihange 3). Depuis cette date, la Belgique a appliqué un moratoire de fait, les électriciens belges ayant cependant pris une part (25%) dans la construction des unités B1 et B2 des centrales françaises de Chooz mises en service en février 1997².

En 2003, le parlement fédéral adoptait la « Loi sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité ». Cette loi impose notamment la fermeture progressive des centrales nucléaires après 40 années de fonctionnement c.-à-d. entre 2015 et 2025. Toutefois, prenant excuse des enjeux liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (respect des engagements belges relatifs au Protocole de Kyoto) de plus en plus de voix s'élèvent (en particulier, mais pas uniquement, à droite) pour remettre en cause cette loi. Il convient donc sans doute de faire le point sur cette « énergie du futur » vieille de 50 ans.

La situation mondiale

Seulement 16% de l'électricité mondiale est actuellement produite à partir d'énergie nucléaire³, la plus grande part de l'électricité planétaire étant fournie par des centrales où l'on brûle des matières fossiles (pétrole, gaz et charbon). L'épuisement de ses ressources (et donc l'augmentation de leur prix) accéléré par l'intrusion de nouveaux géants industriels hyper-consommateurs tels la Chine et l'Inde amène certains pays à se poser la question d'un retour ou d'un basculement vers le nucléaire dans la mesure où l'uranium semble moins épuisé⁴ et le nucléaire moins producteur de CO₂. Dans le même temps, d'importants pays industrialisés comme la Suède (et dans une moindre mesure l'Allemagne) ont cependant fait le choix de l'arrêt progressif du nucléaire comme des énergies fossiles pour se tourner résolument vers les énergies renouvelables.

De bonnes raisons de s'opposer au nucléaire

¹ Source: AIEA 2003

² Le nucléaire étant prétendument sûr aux yeux de ses partisans, dont l'Etat français, il est piquant de constater qu'il s'agit d'une véritable enclave française en territoire belge.

³ Il existe actuellement 441 réacteurs dans le monde dont 103 aux Etats-Unis et 59 en France. La construction de 178 nouveaux réacteurs est par ailleurs prévue. (Source : World Nuclear Association).

⁴ Il est important de préciser que cela est vrai uniquement par rapport au pétrole et au gaz (pas par rapport au charbon) et uniquement « au rythme actuel de son extraction ». Si le nucléaire venait à assurer 100% de la production électrique actuelle, plusieurs sources estiment la durée de vie avant épuisement des ressources prouvées en uranium à quelques années tout au plus (Source : F. Pharabot, "Atlas mondial de l'énergie", Editech, 1989)

Voici 50 ans en France (40 en Belgique), on s'est lancé dans le nucléaire alors que ni le problème des déchets, ni les conséquences d'un accident majeur n'avaient de réponse. Nous voici 50 ans plus tard et toujours aucune solution n'est en vue. La fission nucléaire a évolué technologiquement mais aucune « révolution », par exemple en matière de déchets, n'a vu le jour. On travaille dès lors sur la conception d'emballages aussi hermétiques que possible et on stocke. Mais les déchets nucléaires radioactifs que nous produisons aujourd'hui empoisonneront notre planète pendant des dizaines de milliers d'années⁵. Dans les années 50, la solution a parfois consisté à jeter des fûts radioactifs dans les fonds sous-marins. Des personnalités comme le commandant Cousteau ont alors alerté l'opinion publique et ces pratiques sont aujourd'hui officiellement interdites. Des milliers de fûts étant à ce jour immergés sur un grand nombre de fonds marins, leurs possibles conséquences futures demeurent, elles, très inquiétantes.

Le risque zéro n'existe pas et en matière de nucléaire le risque se paye très cher quand les accidents surviennent. Bien évidemment, il y a eu Tchernobyl. Le 26 avril 1986, le réacteur 4 de la centrale explosait et durant 10 jours l'incendie a libéré dans l'atmosphère 250 fois l'équivalent des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. Le nuage radioactif a touché 1 milliard de personnes dans l'hémisphère nord et a fait à ce jour (directement et indirectement) 200.000 morts selon l'Académie des sciences de Russie. Par ailleurs, selon cette même institution scientifique, quelques 100.000 personnes supplémentaires atteintes d'un cancer devraient mourir dans les prochaines années ce qui ferait un total de 300.000 morts pour cette catastrophe majeure⁶. Mais cette centrale était vétuste et aujourd'hui ce risque n'existe plus, entend-on. Faux ! Il existe encore 12 centrales du même type que celle de Tchernobyl (RBMK) dans le monde. Mais un tel accident n'est pas possible chez nous car la technologie et la sécurité y sont plus avancées, affirment certains. Faux encore ! Des incidents majeurs ont également eu lieu aux Etats-Unis (Three Mile Island en 1979⁷ et Davis Besse en 2002⁸), en France (St Laurent des Eaux en 1969 et en 1980 et Blayais, près de Bordeaux en 1999⁹), au Japon (Tokai en 1999¹⁰) et au Royaume-Uni (Thorp en 2005¹¹) et un accident nucléaire majeur du type Tchernobyl n'a parfois été évité que de justesse.

⁵ La demi-vie du plutonium (c.-à-d. la durée au bout de laquelle ce déchet nucléaire perd la moitié de sa radioactivité) est de 24.400 ans

⁶ Source : Ces chiffres révélés dans un rapport très étoffé de Greenpeace (Voir sur : www.greenpeace.be) et rassemblant les contributions de près de 60 scientifiques réputés du Bélarus, de l'Ukraine et de Russie ont été repris dans un dossier du journal Le Soir (25/04/2006). Ils contrastent singulièrement avec les 4.000 morts officiels reconnus par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) et montrent à nouveau le mensonge et l'opacité sur ce sujet et l'écart entre les chiffres des scientifiques indépendants et de ceux qui œuvrent pour les lobbys du nucléaire.

⁷ Dossier complet sur : <http://www.dissident-media.org/infonucleaire/tmi.html>

⁸ Une fissure de corrosion de 200 centimètres carrés traversant le couvercle de la cuve du réacteur sur une profondeur de 17 centimètres a été découvert par hasard en 2002 à la centrale de Davis Besse après avoir grandi pendant 10 ans sans être détectée malgré les contrôles et alors qu'il restait moins d'un centimètre d'acier avant la catastrophe (Source : Article publié le 28 mars 2002 dans " Columbus Alive " par Harvey Wasserman.)

⁹ Plus d'informations sur le site : <http://www.sortirdunucleaire.org>

¹⁰ Plusieurs centaines de personnes irradiées et deux ouvriers tués dans une usine de fabrication de combustible.

¹¹ En 2005, une fuite d'acide contenant 22 tonnes d'uranium et 200kg de plutonium a été découverte huit mois après son apparition à Thorp et l'usine est fermée depuis.

Dans des pays de l'UE, 80% des moyens de recherche sont aujourd'hui accaparés par le nucléaire, pour à peine 5% pour les énergies renouvelables. Sur le plan international des projets pharaoniques comme la fusion nucléaire (projet ITER) monopolisent des sommes d'argent colossales (5 milliards d'euros) pour un résultat plus qu'hypothétique¹². Tous ces moyens, alloués au nucléaire sous la pression de leurs puissants lobbys, ne peuvent être utilisés pour développer les énergies renouvelables.

Le choix du nucléaire a toujours été fait dans le secret et sans aucune consultation des populations, sans aucune démocratie. Les rares sondages réalisés sur le sujet montrent que les citoyens sont majoritairement opposés à cette énergie¹³. Un pays comme la Suède a décidé, après avoir consulté par referendum sa population, de renoncer à l'énergie atomique.

De mauvaises raisons pour revenir au nucléaire

Les lobbys du nucléaire sont extrêmement puissants. En France, alors que France Telecom bénéficie d'un monopole absolu, au lendemain de l'accident de Tchernobyl, les médias ont relayé un peu partout l'information selon laquelle les nuages radioactifs n'avaient pas atteint la France. On sait aujourd'hui qu'il n'était rien et de nombreux procès sont en cours. Derrière ce mensonge médiatique se trouvait à nouveau le puissant lobby du nucléaire soucieux de ne pas voir l'image de cette énergie se détériorer.

Se sentant subitement une fibre écologiste, les partisans du nucléaire présentent aujourd'hui le nucléaire comme LA solution face aux émissions de CO₂¹⁴. Outre le questionnement sur les intentions réelles qui les animent, il est bon de rappeler que la production d'électricité nucléaire est productrice elle aussi de CO₂. Extraction des matières premières puis transport de celles-ci, transport des déchets,... Une étude de l'institut OKO en Allemagne a montré que chaque kWh nucléaire émettait 28g de CO₂ soit environ 30% d'une centrale TGV¹⁵.

Un autre argument couramment mis en avant par les partisans du nucléaire est celui de l'impossibilité de trouver des alternatives. Il est vrai que les énergies renouvelables ont pris un certain retard technologique en raison, entre autre, des sommes colossales monopolisées par la recherche nucléaire mais aussi parce que de nombreux brevets concernant ces énergies ont été achetés à prix d'or par l'industrie pétrolière (BP, Total,...) qui compte bien avant de les utiliser tirer d'abord un maximum de profit de la vente du reste des énergies fossiles comme de celle de l'uranium. Toutefois de nombreuses solutions existent déjà en terme d'énergies

¹² Le coût du projet est estimé entre 10 et 30 milliards de dollars sur 30 ans, dont un investissement de près de 5 milliard d'euros (chaque pays partenaire apporte 470 millions d'euros (M€)). La France, candidate pour accueillir le projet ITER, devra prendre en charge les coûts liés au développement des nouvelles infrastructures nécessaires (routes, lignes haute tension, écoles...).

¹³ En France en 2000, un sondage Ifop/VSD montrait que 51% des Français (61% chez les moins de 35 ans) étaient favorables à un « arrêt total » du nucléaire.

¹⁴ Lors de la conférence de Kyoto de 1997 une série de pays se sont engagés à réduire leurs émissions de CO₂. Il est important de noter que cette réduction ne se joue pas uniquement dans le domaine de l'électricité. D'autres secteurs comme les transports contribuent de plus en plus aux émissions CO₂.

¹⁵ Le travail de deux experts indépendants, Jan Willem Storm van Leeuwen et Philip Bartlett Smith, l'un chimiste spécialiste en énergie et l'autre physicien nucléaire, qui ont tous deux l'expérience de toute une carrière dans l'industrie nucléaire sont également éclairants.

renouvelables (voir plus loin dans ce texte) et le potentiel est énorme¹⁶. La désinformation règne malheureusement en cette matière comme souvent lorsque des intérêts financiers considérables sont en jeu.

La véritable alternative : les énergies renouvelables et le négawatt.

Les ressources fossiles telles que le charbon, le gaz ou le pétrole se trouvent en quantité limitée sur notre planète¹⁷. C'est aussi le cas de l'uranium. Au contraire, les énergies renouvelables sont inépuisables. Il n'y aura jamais d'embargo sur le soleil ou sur le vent. Les énergies renouvelables sont les énergies de la paix et de l'autonomie énergétique par opposition au pétrole et au nucléaire qui sont les énergies de la guerre¹⁸.

La Belgique en raison de sa densité de population et de sa faible déclivité ne présente pas les meilleures conditions en termes d'énergies renouvelables mais les chiffres de possible production par les énergies renouvelables fournis par Electrabel sont (à dessein) très largement sous-estimés¹⁹. D'après une étude publiée dans le Journal of Geophysical Research-Atmospheres, le potentiel éolien exploitable à travers le monde serait de 72 térawatts. Un bilan supérieur à ce l'on croyait jusqu'alors. Pour l'Université de Stanford, à l'origine de ce calcul, il suffirait d'exploiter une petite partie de ces ressources, environ 20 %, pour satisfaire les besoins en électricité de la planète. En 2001 par exemple, la consommation électrique mondiale était d'environ 1,7 térawatt. Selon une étude du Dr. Joachim Nitsch²⁰, c'est au total près de six fois la consommation actuelle qui est accessible avec les technologies actuelles si l'on cumule les énergies renouvelables que sont l'éolien, le solaire, le géothermique, la biomasse et la force des Océans. Dans un rapport de 2000, le DEWI²¹ a lui évalué à pas moins de 24.000GWh (c.-à-d. presque 40% de la consommation électrique actuelle en Belgique) le potentiel de production d'électricité d'origine éolienne en Mer du Nord. Mais bien évidemment la solution « énergies renouvelables » réside avant tout dans la grande quantité et la grande diversité des solutions disposition et qu'il conviendrait de combiner.

¹⁶ Le potentiel brut théorique par rapport à la consommation mondiale d'énergie est de 10.000 x pour le solaire, de 100x pour l'éolien, de 100x pour la biomasse, de 3x pour la géothermie et de 2x pour l'hydraulique. Le champ des possibles au niveau recherche est des lors énorme. (Source : rapport du 25 novembre 2005 des Electriciens Romands)

¹⁷ Chaque année, l'humanité consomme 9.5 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, quantité contenue dans un cube d'environ 2 km d'arête. Cela représente 1.5 tonnes par habitant ou 2 kW de puissance continue (1 fer à repasser à chaque main, continuellement allumé...). Le prix de l'énergie, qui est grosso-modo resté stable depuis quelques décennies, peut-être qualifié de bas puisque le litre de mazout coûte, en Europe, 2 fois moins cher que l'eau minérale, qui est une ressource renouvelable, abondante et régionale.... Cette première constatation doit être relativisée par les inégalités profondes entre la consommation des individus selon les continents. Ainsi, un américain moyen va consommer 8 tonnes de mazout par année contre 0,3 pour le citoyen de certains pays d'Afrique ou d'Asie. (Source : « Le Système énergétique mondial » par Bernard Lachal)

¹⁸ Voir sur : <http://www.bioeco.org/docu306>

¹⁹ Les énergies renouvelables sont à ce jour encore peu utilisées. L'hydroélectricité représente plus de 90% de ces énergies. Les énergies renouvelables dites «nouvelles» (éolienne et solaire) sont encore très rares (moins de 1%), ce qui n'est forcément pas lié à une limitation en vent et rayonnement solaire.

²⁰ Source : Rapport « Energy Revolution: A sustainable pathway to a clean energy future for Europe » de GreenPeace, 2005

²¹ Source: "Offshore wind energy in the North Sea", DEWI, Deutsches WindEnergie Institut, oct. 2000.

Ainsi qu'écrit précédemment, un pays industrialisé comme la Suède vient de faire le choix de sortir entièrement des énergies fossiles et du nucléaire d'ici 15 ans. Dans le même temps, la France qui est bordée par un océan et deux mers et possède un des plus forts potentiels éoliens d'Europe a renouvelé sa volonté d'ancrer sa production électrique sur le nucléaire. Lorsque l'on privilégie le nucléaire, il s'agit donc bien d'un choix politique et non d'une impossibilité comme de nombreuses politiques et scientifiques²² tentent de le laisser croire.

Au delà de toute solution alternative, il est également (et de fait presque principalement) urgent de rompre avec la croissance immodérée de nos consommations, de partager nos ressources de façon équitable et de contribuer à la solidarité entre les hommes. Les économies d'énergie représentent donc la première piste permettant de sortir du nucléaire et des énergies fossiles. Suivant la croissance économique, la production d'électricité a connu une progression de 20% entre 1990 et 2000. Cette explosion de la consommation, tout comme la logique de croissance, n'est bien évidemment pas viable à long terme. Le spectre de la pénurie dans les pays riches conduira de plus en plus à la guerre pour le contrôle des ressources d'énergie. Si nous n'agissons pas, une vraie crise est devant nous. Dès 1995, une étude de l'Université d'Anvers (STEM) a évalué à 35% le potentiel d'économie d'électricité réalisable sur 15 années en Belgique. Et dans la pratique, cela fonctionne si l'on s'en donne la peine! A Montpellier, les actions de maîtrise de l'énergie menées entre 1985 et 1999 ont permis de réduire de 53,5% la facture énergétique des bâtiments communaux, à confort égal. Des groupes se sont mis à réfléchir à cette question autour d'un concept « le négawatt »²³. Le négawatt, c'est l'énergie la plus écologique, celle qui n'est tout simplement pas consommée. Les solutions existent : sobriété énergétique à tous les niveaux de l'organisation de notre société et dans nos comportements individuels pour supprimer les gaspillages absurdes et coûteux, amélioration de l'efficacité énergétique de nos bâtiments, de nos moyens de transport, de tous les équipements que nous utilisons, afin de réduire les pertes, pour mieux utiliser l'énergie et en augmenter les possibilités. Il s'agit donc en somme de mieux consommer au lieu de produire plus. Loin d'être un retour à la bougie, cette maîtrise de l'énergie est une marque de véritable progrès.

(Texte copyleft)

²² En la matière, il est vital de demeurer critique face aux déclarations (et même aux publications) de nombreux scientifiques. Sans vouloir être suspicieux par principe, il est toujours essentiel de savoir qui les finance et pour qui ils travaillent. Les scientifiques sont des hommes comme les autres qui eux-aussi ont tendance à avaliser la voix de leurs créanciers. Des nombreuses revues scientifiques de renom ont publié plusieurs articles de scientifiques (appartenant directement ou indirectement à l'industrie nucléaire) au contenu très contestable scientifiquement et présentant des solutions miracles en matière de retraitement de déchets ou de fusion nucléaire. En pratique, on constate que toutes ces solutions demeurent très théoriques et que malgré les sommes colossales investies, aucune solution claire ne se dégage en pratique. En somme, les doux rêveurs ne sont pas forcément écologistes.

²³ Voir sur : www.negawatt.be et www.negawatt.org